

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Dépose et recyclage des rails et traverses du secteur Naviland du faisceau ferré du Canet à Marseille

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	3
Article 2 – Pièces contractuelles du marché	4
2.1 Pièces particulières	4
2.2 Pièces générales	4
Article 3 – Description des prestations	4
3.1 Travaux préparatoires et installation de chantier	4
3.2 Dépose des rails et des traverses	5
3.3 Évacuation et gestion des matériaux	5
3.4 Protection de l'environnement	6
Article 4 – Dispositions financières	7
4.1 Prix	7
4.2 Variation des prix	7
4.3 Avance	7
4.4 Modalités de règlement	7
Article 5 – Assurances	8
Article 6 – Règlement des différends	8

Article 1 – Dispositions générales

Le présent marché a pour objet la dépose et le recyclage d'une partie des rails et traverses du faisceau ferré du Canet à Marseille.

Le site concerné est situé au 29, Boulevard Ferdinand de Lesseps – 13014 Marseille.

Les rails et traverses à retirer sont ceux identifiés dans l'extrait ci-dessous :



Il prend effet à compter de sa notification et prend fin à l'issue de la réalisation des prestations.

Le délai d'exécution est fixé à 2 mois à compter de la notification du marché : 1 mois de préparation et 1 mois d'intervention.

La prestation comprend :

- La libération préalable des emprises nécessaires à la dépose des voies (nettoyage, débroussaillage, ...). Les déchets issus de cette libération devront être évacués.
- La dépose des rails et traverses (le balast est conservé sur site)
- L'évacuation et la gestion des matériaux.

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses particulières ;
- La pièce financière ;
- Le mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Le CCAG-FCS, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Description des prestations

3.1 Travaux préparatoires et installation de chantier

Les installations de chantier règlementaires devront être situées sur site, mais dans une zone non exposée aux risques inhérents au chantier.

Les zones d'installation de chantier et de dépose des voies seront préparées et aménagées par tous les moyens nécessaires : nettoyage, débroussaillage, abattage (sous réserve de l'approbation du Maître d'œuvre), terrassement, etc. Le matériel est laissé au choix du Titulaire, en privilégiant la mécanisation.

Les dépenses d'occupation des terrains accueillant les installations, les éventuels frais d'aménagement des accès en accord avec les propriétaires concernés sont à la charge du Titulaire.

Il appartiendra au Titulaire de réaliser ou faire réaliser tout système, toute modification d'engins ou de matériels lui permettant d'accéder aux zones de travail.

La zone de chantier est indépendante et isolée. L'intervention devra néanmoins nécessiter un balisage localisé à l'avancement de l'opération.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires à l'amenée-repli du matériel, à l'approvisionnement en matériaux et au stockage, à l'alimentation énergétique, en eau et eau potable de la base vie et du chantier, ainsi qu'aux déplacements de son personnel.

Le titulaire s'engage à assurer la propreté de son chantier au quotidien. Il s'engage également à procéder à un nettoyage soigné de l'ensemble des abords du chantier à la fin de ses travaux.

3.2 Dépose des rails et des traverses

Le Titulaire réalisera la dépose complète de la Voie ferrée existante, y compris :

- La découpe et l'extraction des rails existants, avec un débit en barres de longueur limitée pour faciliter leur évacuation ;
- La dépose des traverses en bois, métalliques et béton en veillant à préserver l'intégrité du sol support ;
- Le tri des matériaux ferreux (rails, traverses métalliques, quincaillerie) afin d'optimiser leur valorisation ;
- La gestion spécifique des traverses en bois, qui devront être évacuées vers une décharge spécialisée pour le traitement de la créosote.

En cas de découpe, le titulaire devra privilégier des moyens ne produisant pas ou limitant les étincelles. Le titulaire devra également prévoir tout moyen pour limiter et surveiller d'éventuel départ de feux. Des moyens d'extinction (tonne à eaux, citerne, ...) devront être présents sur place.

A la suite de la dépose des rails et traverses, le Titulaire devra niveler et compacter le ballast conserver sur site.

Les linéaires à déposer, ainsi que la répartition des typologies de traverses sont précisées dans le plan joint à la consultation.

3.3 Évacuation et gestion des matériaux

- Matériaux ferreux (rails, traverses métalliques, quincaillerie) : valorisation via une filière adaptée ;
- Traverses en bois : évacuation vers une filière spécialisée agréée ;
- Traverses béton bi bloc : séparation de la partie béton et la partie acier et évacuation en filières adapté.

Le titulaire veillera à mettre en œuvre une démarche vertueuse en privilégiant par ordre de priorité :

- Le réemploi (idéalement à proximité)
- La réutilisation
- Le recyclage
- La valorisation énergétique
- En dernier recours, l'élimination en filière adaptée

Le prestataire assure la dépose et le transport des rails et traverses jusqu'aux filières de recyclage, à l'aide de véhicules adaptés, permettant d'enregistrer la pesée des chargements. Le matériel de pesée devra être homologué et vérifié par un organisme de contrôle.

La pesée de chaque chargement fera l'objet d'un bon de pesée contresigné par un agent désigné par Euroméditerranée. Un exemplaire de ce bon sur lequel seront reportées le poids des matériaux enlevés, sera remis à titre de justificatif à l'agent désigné.

Il est autorisé à confier le recyclage et la valorisation, sous sa responsabilité, à des entreprises spécialisées désignées dans son mémoire technique.

Les filières de traitement retenues par le titulaire du marché devront répondre à la législation en vigueur et être adaptées aux types de matériaux collectés dans le cadre du présent marché.

A tout moment, Euroméditerranée pourra vérifier que les déchets sont bien réceptionnés sur les lieux de destination désignés par le titulaire du marché.

La responsabilité du titulaire du marché sera pleine et entièrement engagée si la destination des déchets est autre que celle prévue dans le cadre de ce marché et propre à causer des préjudices aux regards des législations en vigueur (Code de l'Environnement, Code de la Santé Publique, Loi sur l'Eau, Loi sur l'Air...)

Le non-respect de cette clause entraînera l'annulation du marché, aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé que depuis juillet 2021, tout producteur et détenteur de déchet est tenu par la loi de trier et valoriser ses déchets inertes et industriels banaux selon 7 flux distincts que sont : papier, métal, plastique, verre, bois, fraction minérale, plâtre. L'ensemble des bennes mises en place sur site devront être balisées et repérées en fonction des déchets acceptés pour une parfaite signalisation des acteurs intervenant dans l'opération.

Il est rappelé que « Par dérogation aux dispositions de l'article D. 543-281 du code de l'environnement, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets »

Le titulaire veillera à traiter de manière spécifique les déchets industriels spéciaux (DIS) qu'il serait susceptible de rencontrer et principalement le **bois traité à la créosote**.

Les déchets inertes et industriels banaux devront faire l'objet de l'établissement de bordereaux de suivi.

Les DIS devront faire l'objet de l'établissement de bordereaux de suivi de déchets dangereux remplis par un transporteur agréé et par le destinataire des déchets.

Le titulaire s'engage à assurer une gestion scrupuleuse des rotations de bennes et camions afin d'en suivre la traçabilité et éviter des stockages anormaux et polluants sur le site.

Le titulaire s'engage à limiter la production de poussières sur et en dehors du site. Le cas échéant, il s'engage notamment à couvrir et/ou bâcher les stocks et camions susceptibles de contenir/transporter des matériaux pulvérulents.

3.4 Protection de l'environnement

Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires à la protection de l'environnement pendant toute la durée des travaux de dépose et d'évacuation des rails et des traverses.

Tout rejet dans l'environnement de produits, déchets, résidus de fixation ferroviaire, eaux de lavage, huiles ou carburants est rigoureusement interdit.

Le Titulaire devra :

- Récupérer, trier selon leur nature et leur destination, et transporter vers une filière agréée (approuvée préalablement) tous les déchets générés par le chantier :
 - o Rails et éléments métalliques (à recycler) ;
 - o Traverses en bois (traitées ou non) ;
 - o Traverses en béton et autres matériaux inertes.
- Éviter toute pollution des sols et des eaux, en mettant en place les moyens nécessaires pour contenir et récupérer tout déversement accidentel.
- Privilégier l'entretien des véhicules et engins de chantier dans ses propres locaux aménagés à cet effet. Si une opération d'entretien doit être réalisée sur site, elle devra être effectuée avec toutes les précautions requises pour éviter tout risque de pollution.

Le titulaire s'assurera du bon état de ses engins de chantier et proposera une méthodologie pour limiter tout risque de fuite ou pollution sur chantier. Il présentera également une démarche pour y remédier le cas échéant. Tous les déchets sont soumis au code de l'environnement.

Le code impose au producteur du déchet de l'éliminer dans le respect de la réglementation en vigueur. Le terme « élimination » englobe aussi bien la mise en décharge que le recyclage, la valorisation de matière et énergétique,

le réemploi ou la réutilisation.

Le Titulaire soumettra le choix, les techniques de valorisation et les décharges agréées à l'approbation du Maître d'œuvre.

Toutes les précautions visant à la protection du milieu naturel (risque de pollution accidentelle, risque d'incendie, ...) doivent être prises par le Titulaire.

Article 4 – Dispositions financières

4.1 Prix

Le présent marché est passé à prix mixtes.

Les travaux préparatoires seront rémunérés conformément au prix forfaitaire indiqué dans la pièce financière.

Concernant l'enlèvement et le traitement des rails et traverses, le montant du marché résultera des frais de traitement prélevés par le titulaire, auxquels seront retranchés le prix de rachat de l'acier.

Il sera pris en compte le cours de l'acier selon la référence « London Métal Exchange » correspondant au jour du départ des matériaux du site.

4.2 Variation des prix

Les prix du présent marché sont fermes.

4.3 Avance

Le présent marché ne prévoit pas le versement d'avances.

4.4 Modalités de règlement

4.4.1 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 60 jours maximum conformément à l'article R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plate-forme "Chorus Portail Pro 2017".

Lorsque la date de fin d'exécution des prestations mentionnée sur la demande de règlement, est postérieure à la date de réception de ladite demande de règlement, cette date, validée par l'attestation du « service fait », marque le point de départ du délai de règlement.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

4.4.2 Contenu des factures

Les situations seront établies conformément au modèle agréé par l'EPAEM ou son mandataire et feront apparaître séparément :

Contenu des demandes de paiement
Intitulé et numéro du marché
Numéro d'engagement juridique
Désignation des prestations exécutées
Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués.
Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
Taux de TVA applicable
Dates de réalisation des travaux
Montant de l'avance le cas échéant
Montant des approvisionnements le cas échéant

Les factures ne devront pas faire apparaître de révision des prix, celle-ci étant calculée par la direction des finances.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

Les pénalités appliquées en cours de chantier seront décomptées en « cumulatif » jusqu'au solde.

4.4.3 Transmission des factures

Les factures sont établies au nom de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et doivent être transmises sous forme électronique via le portail Chorus Pro, solution mutualisée mise à disposition par l'Etat : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- numéro de SIRET de l'EPAEM : 40413229200024
- numéro d'engagement : le n° du bon d'engagement du marché subséquent (lorsque le marché subséquent est constitué par un mail de validation du devis, le numéro d'engagement sera transmis par un message dédié)

Article 5 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances, couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des prestations objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

Article 6 – Règlement des différends

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.